

ABDESLAM BOUCHOUAREB :

«L'ère du tutorat sur les entreprises publiques est révolue»

Ces groupes seront davantage visibles, effectivement autonomes tant en termes d'avantages que de responsabilités, libérés de toute forme d'intermédiation entre l'agent économique et l'Etat propriétaire, la tutelle ministérielle exerçant sa tutelle dans «le périmètre que lui délimite la loi, sans plus».

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La nouvelle entreprise publique industrielle algérienne est née. L'acte de naissance a été entériné, hier, à l'hôtel El Aurassi sous l'égide du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, en présence de plusieurs membres du gouvernement et du secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd.

Dans le cadre de la restructuration du secteur industriel public, validée en août dernier par le Conseil des participations de l'Etat (CPE), les dix-huit sociétés de gestion des participations de l'Etat (SGP) qui relèvent du département de Bouchouareb ont été reconfigurées, à travers des opérations de fusion-absorption, en douze groupes industriels publics dont sept nouvellement créés.

Finalité de cette réorganisation, un chantier qui aurait pu être effectif dès 2008, regrettera-t-il ultérieurement, va permettre à ces groupes publics en tant que Sociétés industrielles et commerciales d'être des opérateurs économiques offensifs, impulsant l'activité économique, la production de richesses et la couverture des besoins du marché domestique mais aussi à l'international.

Soit des entreprises publiques aptes à «s'imposer», d'être compétitives et à même de booster la dynamique de substitution à l'importation, promotion de la préférence et de la production nationales comme le prônera Abdesselam Bouchouareb. Mais aussi des groupes industriels qui ne seront plus des agents fiduciaires exerçant une fonction tutélaire de gestion des participations de l'Etat.

A contrario, ces groupes seront davantage visibles, effectivement autonomes tant en termes d'avantages que de responsabilités, libérés de toute

forme d'intermédiation entre l'agent économique et l'Etat propriétaire, la tutelle ministérielle exerçant sa tutelle dans «le périmètre que lui délimite la loi, sans plus», dira-t-il. Voire, «l'ère du tutorat de l'Etat sur les entreprises publiques est révolue», assurera le ministre de l'Industrie qui estime, dans le contexte de la célébration du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de la Centrale syndicale, qu'«après avoir libéré les hydrocarbures, nous libérons l'entreprise».

Affirmant être «le premier garant» de cette autonomisation, Abdesselam Bouchouareb invitera néanmoins les groupes industriels dont les présidents des conseils d'administration ont été installés définitivement hier à agir de manière efficace.

Outre la définition de formes de gouvernance optimale à

même de stimuler la performance, «la redevabilité», la rentabilité et la création de valeurs ajoutées, les équipes dirigeantes sont appelées à souscrire à des contrats de performance et d'efficacité. Il s'agit fondamentalement de délimiter le périmètre d'organisation et d'actions, d'élaborer des plans de développement et d'investissements «orientés vers l'import-substitution», réfléchir sur la rationalisation des actifs ainsi que l'identification des activités éligibles de facto au partenariat... A ce propos et tout en récusant toute forme de privatisation potentielle et mettant en relief les règles du Code de commerce, M. Bouchouareb évoquera l'opportunité de recourir au partenariat public-privé concernant les activités qui n'entrent pas dans le cadre des périmètres d'actions ou ne correspondent pas aux programmes publics. Une «feuille de route claire» que les dirigeants des nouveaux groupes publics devront tracer, décliner et valider d'ici «trois ou quatre mois», indiquera le ministre de l'Industrie, avant leur présentation au CPE.



Photo : Samir Sid

Bouchouareb prône la promotion de la production nationale.

Notons que les nouvelles équipes dirigeantes pourront bénéficier de l'accompagnement à titre contractuel des membres des anciennes SGP, dans le souci de valoriser et «ne pas dilapider les compétences».

Rassurant les travailleurs sur la pérennisation de leurs «emplois et intérêts», nonobstant les mesures qui seront déclinées à travers les feuilles de route attendues, Abdesselam Bouchouareb indiquera par ailleurs que les cadres dirigeants des entreprises publiques seront

rémunérés au même niveau que les dirigeants des grands groupes publics nationaux (Sonatrach et Sonelgaz notamment).

Relevons également que la réorganisation du secteur public industriel est couplée à la création de quatre grandes écoles de formation managériale dans le domaine de la logistique, du management et de l'économie et des métiers industriels, en vue de combler «les déficits» constatés dans ces domaines.

C. B.

Le nouveau secteur public industriel

Bénéficiant d'un vaste programme de développement, réhabilitation, modernisation et mise à niveau, pour un montant global de l'ordre de 13 milliards de dollars, le Secteur public marchand industriel (SPMI) est restructuré en groupes industriels autonomes.

Le SPMI se compose des entités industrielles relevant du secteur de l'industrie et des mines (Sociétés de gestion des participations SGP, inclus les entreprises publiques dont les actions sont dans leurs portefeuilles, et les EPE non affiliées), de la SGP Cegro (relevant auparavant de l'agriculture), inclus les EPE dont les actions sont dans son portefeuille, et de l'EPE Ferroviaire (relevant auparavant du secteur du transport) et ses participations. Il

est également question de la création de groupes industriels sur la base de «la cohérence, des synergies de la filière d'activité et des implications juridiques et financières de la réorganisation, par un processus de fusion-absorption de SGP et la transformation juridique de SGP d'une part et du redéploiement du portefeuille des entreprises d'autre part.

Ainsi, le SPMI se composait de 15 SGP industrielles qui détiennent dans leurs portefeuilles les titres de capital de 305 entreprises, 6 EPE non affiliées qui contrôlent 53 filiales, ainsi que 4 SGP Zones industrielles qui ont en portefeuille les titres de capital de 32 entreprises, avec un effectif de 110 000 travailleurs, un chiffre d'affaires de 391 milliards de dinars et une valeur ajoutée de 160 mil-

liards de dinars à la fin 2014.

Dorénavant, le SPMI est restructuré en 12 groupes industriels dont sept nouvellement créés et 5 déjà existants.

Il s'agit des groupes nouvellement créés : les SPA Groupe Agro-industrie, la SPA Groupe Industries chimiques, la SPA Groupe Equipements électriques, électrodomestiques et électroniques, la SPA Groupe Industries locales, la SPA Groupe Mécanique, la SPA Groupe Industries métallurgiques et sidérurgiques et de la SPA Groupe Textiles et Cuirs.

Quant aux groupes déjà existants, l'on cite le Groupe SNVI (véhicules industriels et ferroviaires), le Groupe Gica (cimenteries), le Groupe Saïdal (pharmaceutique), le Groupe SNTA (tabacs et allumettes) et le Groupe Manal (mines). Notons

que l'entreprise de services Ecofie vouée à la consolidation des agrégats économiques du SPMI pour le compte du gouvernement ainsi que les 4 SGP Zones industrielles ne sont pas concernées par la restructuration.

Précisons par ailleurs que la présidence de l'Assemblée générale des Groupes industriels est assurée par le ministre de l'Industrie et des Mines et est composé notamment du ministère des Finances.

Le Groupe industriel est géré par un conseil d'administration qui inclut un représentant de la banque de domiciliation du groupe et est ouvert à des compétences externes. Il est dirigé par un cadre dirigeant principal soumis à un contrat de performance.

C. B.

AMAR GHOU :

«La crise ? Que Dieu l'éloigne de nous»

Lors d'un point de presse tenu hier à Oran au Centre des conventions d'Oran, le ministre des Transports, M. Amar Ghoul, a rappelé que l'Etat algérien opte pour un programme de croissance, assurant que son secteur n'est pas touché par la crise d'austérité. «La crise ? Que Dieu l'éloigne de nous ici et dans l'Au-delà.»

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Au-delà des souhaits du ministre pour ne pas connaître la crise, pour lui le communiqué de l'assemblée ministérielle présidée par le président de la République était clair et franc, «nous poursuivons le programme de la crois-

sance. Le choix de l'Etat algérien est celui d'un programme de croissance, donc l'Etat, le gouvernement, continuera sur cette voie, ce n'est pas un programme d'austérité, c'est clair.

Ce qui est attendu de nous aujourd'hui ce n'est pas d'entamer

un programme d'austérité parce qu'un programme de croissance veut dire construire la croissance en créant des emplois et élever le taux de développement».

Toutefois le ministre ajoute qu'à ce programme de croissance, il faut greffer de nouveaux comportements : «Rationaliser les dépenses, déterminer les priorités et s'adapter avec les nouveaux éléments qui apparaissent au niveau national et international, on s'adapte positivement, intelligemment, tout en se projetant.»

Concernant le projet d'ouverture des secteurs aérien et maritime, le ministre dira : «Je l'ai dit et je le répète, ce sont les prérogatives du gouvernement, seul habilité à prendre de telles décisions, quand et comment les prendre».

Auparavant, le ministre a procédé à l'ouverture de la deuxième édition du Salon international des transports de la logistique et de la mobilité «Algeria Infrastructure».

Organisé par Symbiose communication environnement sous le patronage du ministre des

Transports, ce salon est le rendez-vous des professionnels et des décideurs du transport.

Cette édition rassemble le secteur des transports ferroviaire, aérien, routier et maritime. Pendant 3 jours, plus de 150 exposants présenteront leurs offres et innovations. Un colloque sur les transports aura lieu en marge du salon avec des conférences-débats regroupant des experts de renom.

A. B.